

CHAPITRE V. — *Les membres de la Commission*

Art. 16. Les membres de la Commission, y compris le président, sont nommés par le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, pour une période de 5 ans.

Art. 17. La Commission peut siéger à condition que trois membres soient présents et décide à la majorité des voix.

Art. 18. Le secrétariat permanent organise le travail et fait le nécessaire pour que la Commission puisse siéger légalement.

Art. 19. Les plaintes introduites avant l'entrée en vigueur de cet arrêté, conformément aux articles 1^{er} à 4 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2002 précité, sont traitées selon les règles fixées par les articles 5 et suivants de cet arrêté.

Art. 20. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 janvier 2009.

Mme A. TURTELBOOM

HOOFDSTUK V. — *De leden van de Commissie*

Art. 16. De leden van de Commissie, inbegrepen de voorzitter, worden benoemd, voor een periode van 5 jaar, door de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 17. De Commissie kan zetelen mits drie leden aanwezig zijn en beslist met meerderheid van stemmen.

Art. 18. Het permanent secretariaat organiseert de werkzaamheden en doet het nodige opdat de Commissie rechtsgeldig kan zetelen.

Art. 19. De klachten die werden ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit in overeenstemming met de artikelen 1 tot 4 van het voormelde ministerieel besluit van 23 september 2002 worden behandeld volgens de regels vastgelegd in de artikelen 5 en volgende van dit besluit.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 januari 2009.

Mevr. A. TURTELBOOM

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 275

[C — 2009/27017]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon insérant une partie VIII dans la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, tel que modifié par le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement, notamment les articles D.140, D.146, D.147, D.159 et D.160;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 7 octobre 2008;

Vu l'avis 45.027/2/V du Conseil d'Etat, donné le 27 août 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement*

Article 1^{er}. Dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est ajoutée une partie VIII, qui se lit :

« PARTIE VIII - RECHERCHE, CONSTATATION, POURSUITE, REPRESSION ET MESURES DE REPARATION DES INFRACTIONS

CHAPITRE I^{er}. — *Agents*

Art. R.87. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGRANE) appartenant au Département de la police et des contrôles sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions prévues par :

1^o la loi du 28 décembre 1964 relative à lutte contre la pollution atmosphérique;

2^o la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

3^o la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

4^o le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

5^o le décret du 7 juillet 1988 des mines;

6^o le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

7^o le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

8^o le Code de l'Environnement, en ce compris le présent Livre et le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

9^o le décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques;

10° les arrêtés d'exécution des lois et décrets visés aux 1° à 9°, dans la mesure où les matières qu'ils régissent ressortent à la compétence de la Région.

Art. R.88. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant au Département de la Ruralité et des Cours d'Eau sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables.

Art. R.89. Les agents et préposés forestiers, ainsi que les agents de la Direction de l'Anti-braconnage et de la Répression des pollutions du Département de la police et des contrôles, sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et ses arrêtés d'exécution.

Art. R.90. Les agents et préposés forestiers sont chargés de rechercher et de constater les infractions :

- à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;
- à la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;
- à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en zone non destinée à l'urbanisation au sens de l'alinéa 2 de l'article 25 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;
- au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- au Code de l'Environnement, en ce compris le présent Livre et le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'eau;
- aux arrêtés d'exécution de ces lois et décrets.

Art. R.91. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant au Département de l'Environnement et de l'Eau sont compétents pour rechercher et constater les infractions aux dispositions visées à l'article R.87, 2° et 8°, ainsi qu'à leur arrêté d'exécution.

Art. R.92. Les agents de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments, désignés en exécution du décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public routier régional et en réglementant les conditions d'exercice, et de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques, désignés en exécution du décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice, sont compétents pour constater sur le domaine régional les infractions à l'article 7 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et ses arrêtés d'exécution.

Art. R.93. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant au Département du Sol et des Déchets sont compétents pour constater les infractions à l'article 8bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE II. — *Formation des agents visés à l'article D. 140, §§ 2 et 3*

Art. R.94. Contenu de la formation

La DGRNE organise et dispense une formation de minimum trente heures et dont le contenu est au moins suivant :

- les principes généraux du droit pénal;
- l'organisation judiciaire;
- la constatation des infractions et la rédaction de procès verbaux;
- la législation environnementale;
- la gestion de conflits.

La DGRNE peut compléter son programme en y insérant des cours supplémentaires.

CHAPITRE III. — *Modalités relatives au prélèvement des échantillons, à l'exécution des analyses et aux règles d'agrément des laboratoires*

Section 1^{re}. — Echantillonnage

Art. R.95. Lors de chaque échantillonnage, il est dressé procès-verbal selon le modèle qui figure en annexe VIII.

Art. R.96. Les agents peuvent requérir des personnes à charge desquelles les résultats des mesures pourront être retenus les moyens techniques nécessaires pour effectuer les mesures ou prélever des échantillons.

La réquisition peut porter sur les moyens techniques nécessaires pour procéder à l'échantillonnage, transporter et conserver les échantillons.

Art. R.97. La nature et la quantité des échantillons sont déterminées par les besoins des opérations à exécuter en laboratoire.

Les échantillons sont prélevés en deux exemplaires au moins.

Les échantillons sont recueillis, selon le cas, dans des récipients, des sacs ou des enveloppes. Ils sont étiquetés, enveloppés et scellés par l'agent chargé de la surveillance qui a procédé au prélèvement, de façon à éviter toute substitution, soustraction ou addition de manière quelconque.

Art. R.98. L'étiquetage de chaque échantillon comporte les indications suivantes :

- 1° un numéro d'ordre;
- 2° le lieu, la date et l'heure de prélèvement;
- 3° le nom et la signature de l'agent chargé de la surveillance qui a procédé à l'échantillonnage;
- 4° la nature des matières prélevées.

Art. R.99. L'agent qui a procédé à l'échantillonnage invite l'exploitant ou l'auteur présumé de l'infraction à apposer une marque quelconque sur l'étiquette des exemplaires de l'échantillon.

Art. R.100. L'agent qui a procédé à l'échantillonnage remet un exemplaire de l'échantillon aux personnes à charge desquelles les résultats des mesures pourront être retenus. Dans le cas où l'exploitant ou l'auteur présumé de l'infraction est absent ou inconnu, un exemplaire est tenu à sa disposition par l'agent qui a procédé à l'échantillonnage. L'autre exemplaire est conservé par l'agent qui a procédé à l'échantillonnage.

Section 2. — Agrément des laboratoires

Art. R.101. Le Ministre agréé les laboratoires chargés d'analyser les échantillons. Toute décision d'agrément est publiée sur le site internet de la DGRNE.

Art. R.102. En matière d'eau, il y a trois catégories d'agréments :

- catégorie A : analyses physico-chimiques;
- catégorie B : analyses hydrobiologiques et microbiologiques (bactériologiques et virologiques);

- catégorie C : analyses organiques spécifiques et toxicologiques.

Une liste des analyses qui composent ces catégories est reprise en annexe IX.

Art. R.103. La demande d'agrément adressée à la DGARNE communique :

1° le nom, les statuts ou la profession, ainsi que le siège social ou le domicile de la ou des personne(s) morale(s) ou physique(s) exploitant le laboratoire;

2° le nom, la profession et la fonction de la personne qui assure la direction effective du laboratoire, ainsi que de ses administrateurs s'il s'agit d'une personne morale.

La demande d'agrément est accompagnée des pièces destinées à établir que les conditions suivantes sont remplies :

1° le demandeur dispose des locaux, du matériel ainsi que de l'appareillage et de la documentation scientifique nécessaire pour exécuter les analyses prévues au présent chapitre;

2° le demandeur dispose du personnel technique adapté à la nature et à l'importance desdites analyses.

Art. R.104. En ce qui concerne les analyses effectuées en application des articles D.146 et D.147, tout laboratoire agréé est tenu :

1° de tenir à jour un registre des analyses, mentionnant les opérations effectuées ainsi que les résultats obtenus;

2° de tenir à jour une comptabilité séparée relative aux analyses effectuées;

3° de permettre aux agents chargés de la surveillance d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses, y compris la comptabilité;

4° de suivre les directives fixées, par le Ministre, en ce qui concerne les conditions et méthodes d'analyse et à la rédaction des protocoles d'analyses s'y rapportant.

Art. R.105. L'agrément peut être retiré ou suspendu, en tout ou en partie, par le Ministre si les conditions d'agrément ne sont plus remplies ou si les prestations fournies par le titulaire de l'agrément sont considérées par la DGARNE comme de qualité manifestement insuffisante.

Le titulaire de l'agrément est invité à faire valoir ses moyens de défense avant toute décision de retrait.

La suspension ou le retrait d'agrément est publié sur le site internet de la DGRANE.

Section 3. — Protocoles d'analyse

Art. R.106. Le laboratoire auquel un échantillon a été remis procède à son analyse dans le délai requis par le Ministre ou par l'agent chargé de la surveillance.

Le protocole d'analyse, auquel est annexée l'enveloppe extérieure de l'échantillon, mentionne :

1° la date et l'heure de réception de l'échantillon;

2° le numéro d'ordre de l'échantillon;

3° les constatations de l'analyse relatives à la nature, au poids et l'état de la matière ou du liquide prélevé;

4° l'indication des méthodes d'analyse;

5° l'indication des résultats obtenus et ses conclusions;

6° la date de clôture des analyses et travaux d'identification.

Le protocole d'analyse est transmis à l'agent qui a procédé à l'échantillonnage.

Art. R.107. Lorsqu'en application des articles D. 141 et D. 146, un procès-verbal d'infraction est dressé à la suite d'un protocole d'analyse, ce procès-verbal est expédié au greffe du tribunal compétent par l'agent qui l'a dressé, accompagné du troisième exemplaire de l'échantillon et du protocole d'analyse.

Art. R.108. Au cas où le contrevenant conteste le protocole d'analyse, il peut être procédé à une contre-analyse effectuée par un autre laboratoire agréé sur le premier exemplaire de l'échantillon, aux frais dudit contrevenant.

CHAPITRE IV. — Modalités relatives à la transaction

Art. R.109. L'agent remplit en trois exemplaires le formulaire établi conformément au modèle de l'annexe X.

Lorsque plusieurs infractions ont été constatées à charge d'un contrevenant en même temps, l'agent notifie toutes les infractions sur le même formulaire.

Art. R.110. En cas d'infraction visée à l'article D.159, § 2, qui n'a pas causée dommage immédiat à autrui, l'agent constatateur peut proposer au contrevenant une transaction dont le montant est établi comme suit :

1° incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier :

150 euros;

2° abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau :

- 50 euros en cas de non-respect de l'autocollant apposé sur une boîte aux lettres pour prévenir la production de déchets de papier publicitaire;

- 50 euros en cas d'abandon d'une déjection canine;

- 50 euros en cas d'abandon de mégot, de canette ou de chewing-gum;

- 150 euros en cas d'abandon d'un emballage, d'un sac poubelle, d'un bidon d'huile usagée, d'un récipient ou un fût de 200l même vide, de déchets inertes seuls ou en mélange générés par les travaux de transformation réalisés par des non professionnels, de déchets amiantifères;

3° défaut de permis d'environnement ou de déclaration ou le non-respect des conditions d'exploitation conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- 500 euros en cas de défaut de déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

- 1.000 euros en cas de défaut de permis d'environnement;

- 1.000 euros en cas de non respect des conditions d'exploitation;

4° infractions de troisième et quatrième catégorie aux législations visées à l'article D.138, alinéa 1^{er} :

- 50 euros en cas d'infraction de quatrième catégorie;

- 150 euros en cas d'infraction de troisième catégorie;

5° infractions à la loi du 28 février 1882 sur la chasse :

- 150 euros en cas d'infraction à l'article 14 (chasse sans être porteur d'un permis ou d'une licence sur soi) de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

- 250 euros en cas d'infraction à l'article 1^{er} *quater*, 2*bis*, 3, 4, 5, 5*bis*, 7, 8, 9*bis*, 10, 12, 12*bis*, 12*ter*, 12*quater*, 14, (chasse sans permis ni licence) ou 20 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

- 500 euros en cas d'infraction à l'article 2*ter*, 4, 6 ou 14, (chasse sans permis ni licence) de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

6° infractions à la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale :

- 50 euros.

Art. R.111. Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée, la somme à consigner est égale à celle fixée à l'article R.110 augmentée d'une somme forfaitaire de 150 euros.

Art. R.112. Le paiement par bulletin de virement ou par voie électronique concerne les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique.

Si le contrevenant est présent lors de la constatation de l'infraction, le formulaire de paiement peut lui être remis sur le champ.

Si le contrevenant est absent, un exemplaire du formulaire dont le modèle figure en annexe X est envoyé à son domicile.

Si le contrevenant accepte la transaction, il renvoie le formulaire dûment complété à l'agent dans un délai de cinq jours à dater de sa réception.

En cas de non paiement malgré l'acceptation de la transaction, un rappel est envoyé. Ce rappel fait courir les intérêts de retard.

Art. R.113. Tous les documents relatifs à la perception ou à la consignation d'une somme sont consignés dans un registre et sont conservés pendant trois ans dans les bureaux de l'administration dont relève l'agent ayant procédé à cette perception ou à cette consignation.

CHAPITRE V. — Modalités relatives aux amendes administratives

Art. R. 114. Les fonctionnaires sanctionneurs régionaux sont :

- le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement pour les infractions constatées en vertu des articles R.87, R.88, R.89, R.90, R.91 et R.93, ou son délégué, à savoir :

- l'Inspecteur général ou les Directeurs au sein du Département de la Police et des Contrôles ou les agents qui exercent ces fonctions, ou l'agent spécialement délégué par le Directeur général pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionneur, en cas d'infraction constatée en vertu des articles R.87 et R.93;

- l'Inspecteur général du Département de la Ruralité et des Cours d'Eau ou le Directeur de la Direction des Cours d'Eau non navigables ou les agents qui exercent ces fonctions, ou l'agent spécialement délégué par le Directeur général pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionneur, en cas d'infraction constatée en vertu de l'article R.88;

- l'Inspecteur général ou les Directeurs du Département de la Nature et des Forêts ou les agents qui exercent ces fonctions, ou l'agent spécialement délégué par le Directeur général pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionneur, pour les infractions à la loi du 28 février 1882 sur la chasse, à la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et en cas d'infraction constatée en vertu de l'article R.89 ou de l'article R.90;

- l'Inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau ou les Directeurs des Eaux de surface et des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau, ou l'agent spécialement délégué pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionneur, en cas d'infraction constatée en vertu de l'article R.91;

- le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments pour les infractions constatées sur le domaine public régional routier en vertu de l'article R.92, ou son délégué, à savoir l'Inspecteur général du Département de la Stratégie routière et le Directeur de la Direction de la Coordination des Districts routiers ou les agents qui exercent ces fonctions, ou l'agent spécialement délégué par le Directeur général pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionneur;

- le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques pour les infractions constatées sur le domaine public régional des Voies hydrauliques en vertu de l'article R.92, ou son délégué, à savoir l'inspecteur général du Département de la Stratégie de la Mobilité et le Directeur de la Direction de la Réglementation et des Droits des Usagers ou les agents qui exercent ces fonctions, ou l'agent spécialement délégué par le Directeur général pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionneur.

Art. R. 115. L'amende administrative est proportionnelle à la gravité des faits dans les limites de l'article D.160, § 2.

Le montant de l'amende administrative tient également compte du coût des différentes démarches administratives, du nombre et de la qualité des infractions au présent décret, de la mise sous scellés éventuelle, de la durée et du nombre de plaintes, des risques et nuisances à l'environnement.

Le concours de plusieurs infractions peut donner lieu à une amende administrative unique proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits.

Il est tenu compte dans la décision d'infliger l'amende administrative, de la spécificité du dossier, de l'évolution de la situation infractionnelle à partir du moment où l'infraction a été constatée jusqu'à celui d'imposer l'amende administrative.

CHAPITRE VI. — *Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales*

Art. R. 116. Le fonctionnement du fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales, est assuré par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. »

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires, modificatives et abrogatoires*

Art. 2. Les agréments octroyés conformément aux arrêtés visés aux articles 9 à 11 et existants à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à produire leurs effets, dans le respect des conditions auxquelles ils ont été octroyés.

Art. 3. A l'entrée en vigueur complète de l'article 3 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, les termes « agents et préposés forestiers » aux articles R.89 et R.90, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ajouté par le présent arrêté, sont remplacés par les termes « agents au sens de l'article 3, 1^o, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ».

Art. 4. Les agents désignés par le conseil communal conformément à l'article D.140, § 3, disposant de la carte de légitimation prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 fixant les conditions minimales auxquelles doivent répondre les agents communaux tels que définis par l'article 119bis, § 6, alinéa 2, 1^o, de la nouvelle loi communale sont réputés remplir les conditions relatives à la formation pour constater les infractions aux législations visées à l'article R.87, 2^o, 3^o et 6^o, ainsi qu'à leurs arrêtés d'exécution jusqu'au 1^{er} janvier 2011.

A partir de cette date, ils doivent avoir suivi la formation prévue à l'article R.91, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement pour pouvoir constater ces infractions.

Art. 5. Les termes « l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement » sont remplacés par les termes « la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » à :

- l'article 590, § 8, du règlement général pour la protection du travail;
- l'article 2, 15^o, de l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés ou pathogènes;
- l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- l'article 1^{er}, 25^o, de l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Art. 6. Les termes « l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement » sont remplacés par les termes « la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage.

Art. 7. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement est abrogé.

Les actes et constats réalisés conformément à cet arrêté restent valables.

Art. 8. Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution des articles 59, 60, 61 et 65 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature sont abrogés.

Art. 9. Les articles 90 à 95, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont abrogés.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques est abrogé.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles en matière de protection des eaux de surface et des eaux potabilisables contre la pollution est abrogé.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe VIII

Modèle du procès-verbal de prise d'échantillons visé à l'article R.92.

PROCES-VERBAL

L'an deux mille, le du mois de
à heures, je soussigné
..... (fonction)
me suis rendu à (adresse complète)

Prélèvement d'échantillons :

1° J'ai prélevé à heures échantillons
numérotés conditionnement volume (description,
croquis éventuel).

2° J'ai effectué les autres opérations suivantes (mesures sur plans, ajout de réactifs...)
.....

3° Les récipients ont été fermés, étiquetés et présentés au paraphe de l'exploitant ou de l'auteur présumé de l'infraction, et scellés.

4° Remarques éventuelles

5° En foi de quoi, j'ai dressé le présent procès-verbal pour valoir ce que de droit, l'exploitant ou l'auteur présumé de l'infraction a/n'a pas paraphé les échantillons prélevés.

Signature de l'agent

6° J'ai remis un échantillon à M./Mme

OU

J'ai expédié ou remis les échantillons le à heures, au
laboratoire (dénomination et adresse)

7° J'ai informé après la prise d'échantillons M./Mme

..... que la partie des
échantillons destinée à une contre-analyse éventuelle se trouvera à la disposition du

..... au

de heures à heures à l'adresse suivante

Signature de l'agent

Vu pour être annexé à la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe IX

Catégories d'agrément**Catégorie A analyses physico-chimiques**

Température

pH

Conductivité

Matières en suspension 105 °C

Matières sédimentables

Turbidité

Matières sèches

Résidu sec

Granulométrie

Oxygène

Chlorures

Sulfates

Fluorures

Cyanures

Nitrates

Nitrites

Azote ammoniacal

Azote Kjeldahl

Orthophosphates

Phosphore total

Dureté totale

Alcalinité (TAM-TAP)

CO₂

Sulfures

Silicium Si

Calcium Ca

Magnésium Mg

Sodium Na

Potassium K

Aluminium Al

Fer Fe

Manganèse Mn

Cuivre Cu

Zinc Zn

Cobalt Co

Baryum Ba

Arsenic As

Cadmium Cd

Chrome Cr

Mercure Hg

Nickel Ni

Plomb Pb

Argent Ag

Font également partie :

Demande biochimique en oxygène BOD

Demande chimique en oxygène COD

Carbone organique total TOC

Carbone organique dissous D'OC

Oxydabilité au KMnO₄

Indice phénol

Détergents anioniques MBAS

Matières extractibles à l'éther de pétrole

Catégorie B : analyses hydrobiologiques et microbiologiques

Chlorophylle

Indice biotique par macro-invertébrés

Toxichromo-test

Test de toxicité par *Brachydanio* 96 h

Test de toxicité par *Daphnies* 48 h

Germes thermosensibles :

- recherche des coliformes fécaux
- recherche des streptocoques
- comptage des germes sur milieu spécifique

Recherche de staphylocoques

Recherche et identification d'autres germes pathogènes

Catégorie C : analyses organiques spécifiques et toxicologiques

Composés organohalogenés AOX

Composés organohalogenés extractibles EOX

Composés organohalogenés volatils VOX

Hydrocarbures apolaires (IR-CCl₄)

Hydrocarbures apolaires sur échantillon complémentaire

Pesticides organochlorés

- eau de surface
- eau de distribution

PCB (Biphényles polychlorés)

- eau de surface
- eau de distribution

PAK

Hydrocarbures aromatiques polycycliques

- eau de surface
- eau de distribution

THM dans l'eau de distribution

Hydrocarbures halogènes volatils

Hydrocarbures aromatiques monocycliques

Hydrocarbures volatils.

Autres déterminations par CG ou HPLC (accord préalable)

Identification des fractions

Spectrométrie de masse

Vu pour être annexé à la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe X

Modèle de formulaire pour la transaction

Nom et adresse du service établissant le constat	N° Carnet	N° Formule
--	-----------	------------

TRANSACTION

Lieu Date Heure

CONTREVENANT

NOM, Prénom :	Date de naissance :
Rue, N° :	Code Postal :
Commune :	Pays :
Nationalité :	

NATURE DE L'INFRACTION

Réglementation	Description de l'infraction
N° du Procès-verbal :	

SOMME A PAYER

Somme à payer :
<input type="checkbox"/> Paiement en espèces
<input type="checkbox"/> Virement

Nom de l'agent :	Signature :
------------------------	-------------------

Vu pour être annexé à la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 275

[C – 2009/27017]

**5. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einfügung eines Teils VIII
in den verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008 über die Vermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich, insbesondere der Artikel D.140, D.146, D.147, D.159 und D.160;

Aufgrund des am 4. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. Oktober 2008 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 27. August 2008 in Anwendung des durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.027/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmungen über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße
und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich*

Artikel 1 - In Buch I des Umweltgesetzbuches wird ein Teil VIII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“TEIL VIII - ERMITTLUNG, FESTSTELLUNG, VERFOLGUNG, UNTERDRÜCKUNG UND WIEDERHERSTELLUNGSMASSNAHMEN DER VERSTÖSSE

KAPITEL I — *Bedienstete*

Art. R.87 - Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt («DGRANE» (Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement)), die zur Abteilung Polizei und Kontrollen gehören, werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen die in den folgenden Gesetzestexten vorgesehenen Bestimmungen beauftragt:

1° das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

2° Das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

3° das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

4° das Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;

5° das Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben;

6° das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

7° das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

8° das Umweltgesetzbuch, einschließlich des vorliegenden Buches und des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

9° das Dekret vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz genetisch veränderter Kulturen mit konventionellen und ökologischen Kulturen;

10° die Durchführungserlasse der in den Punkten 1° bis 9° erwähnten Gesetze und Dekrete, insofern die Angelegenheiten, die durch sie geregelt werden, unter die Zuständigkeit der Region fallen.

Art. R.88 - Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die zur Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe gehören, werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe beauftragt.

Art. R.89 - Die Forstbeamten höheren Dienstes und Forstbediensteten, sowie die Bediensteten der Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und dessen Durchführungserlasse beauftragt.

Art. R.90 - Die Forstbeamten höheren Dienstes und Forstbediensteten werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen folgende Gesetzestexte beauftragt:

- das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

- das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

- Artikel 7, § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, in einem nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiet im Sinne des Absatzes 2 des Artikels 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

- das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

- das Umweltgesetzbuch, einschließlich des vorliegenden Buches und des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

- die Durchführungserlasse dieser Gesetze und Dekrete.

Art. R.91 - Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die zur Abteilung Umwelt und Wasser gehören, sind zuständig, um die Verstöße gegen die in Artikel R.87, 2° und 8° erwähnten Bestimmungen und deren Durchführungserlass zu ermitteln und festzustellen.

Art. R.92 - Die in Ausführung des Dekrets vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizeiordnung für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßennetzes und zur Regelung der Bedingungen für die Ausübung dieses Amtes bezeichneten Bediensteten der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude und die in Ausführung des Dekrets vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizeiordnung für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen und zur Regelung der Bedingungen für die Ausübung dieses Amtes bezeichneten Bediensteten der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege sind zuständig, um die Verstöße gegen Artikel 7 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zu ermitteln und festzustellen.

Art. R.93 - Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die zur Abteilung Boden und Abfälle gehören, sind zuständig, um die Verstöße gegen Artikel 8bis des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zu ermitteln und festzustellen.

KAPITEL II — *Ausbildung der in Artikel D.140, §§ 2 und 3 erwähnten Bediensteten*

Art. R.94 - Inhalt der Ausbildung.

Die «DGRANE» organisiert und erteilt eine Ausbildung von mindestens dreißig Stunden, die mindestens Folgendes enthält:

- die allgemeinen Grundsätze des Strafrechts;
- die gerichtliche Organisation;
- die Feststellung der Verstöße und die Abfassung der Protokolle;
- das Umweltrecht;
- die Konfliktbewältigung.

Die «DGRANE» kann ihr Programm durch die Einfügung zusätzlicher Kurse ergänzen.

KAPITEL III — *Modalitäten bezüglich der Probeentnahme, der Durchführung der Analysen und der Regeln für die Zulassung der Laboratorien*

Abschnitt 1 — Probenahme

Art. R.95 - Bei jeder Probenahme wird ein Protokoll gemäß dem in der Anlage VIII angeführten Muster aufgenommen.

Art. R.96 - Die Bediensteten können von den Personen, denen die Messergebnisse zur Last gelegt werden können, die technischen Mittel fordern, um die Messungen vorzunehmen oder Proben zu entnehmen.

Die Beschlagnahme kann sich auf die technischen Mittel beziehen, die für die Durchführung der Entnahme, den Transport und die Aufbewahrung der Proben erforderlich sind.

Art. R.97 - Die Art und Menge der Proben werden nach dem Bedarf der in einem Laboratorium durchzuführenden Vorgänge bestimmt.

Die Proben werden mindestens in zwei Exemplaren entnommen.

Die Proben werden je nach Fall in Behältern, Säcken oder Umschlägen aufgesammelt. Sie werden von dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten, der die Probe entnommen hat, unter Verhinderung jeglicher Vertauschung, Entwendung oder Zugabe gekennzeichnet, verpackt und versiegelt.

Art. R.98 - Die Kennzeichnung einer jeden Probe enthält folgende Angaben:

- 1° eine laufende Nummer;
- 2° Ort, Datum und Uhrzeit der Probeentnahme;
- 3° Name und Unterschrift des mit der Überwachung beauftragten Bediensteten, der die Probe entnommen hat;
- 4° die Art der entnommenen Substanzen.

Art. R.99 - Der Bedienstete, der die Probe entnommen hat, fordert den Betreiber oder den mutmaßlichen Urheber des Verstoßes auf, das Etikett der Exemplare der Probe mit irgendeinem Zeichen zu versehen.

Art. R.100 - Der Bedienstete, der die Probe entnommen hat, übergibt den Personen, denen die Messergebnisse zur Last gelegt werden können, ein Exemplar der Probe. Falls der Betreiber oder der mutmaßliche Urheber des Verstoßes abwesend oder unbekannt ist, hält der Bedienstete, der die Probe entnommen hat, ihm ein Exemplar zur Verfügung. Das andere Exemplar wird von dem Bediensteten aufbewahrt, der die Probe entnommen hat.

Abschnitt 2 — Zulassung der Laboratorien

Art. R.101 - Der Minister gewährt die Zulassungen der mit der Analyse der Proben beauftragten Laboratorien. Jeder Zulassungsbeschluss wird auf der Internet-Webseite der «DGRANE» veröffentlicht.

Art. R.102 - Im Bereich des Wassers gibt es drei Kategorien:

- Kategorie A: physikalisch-chemische Analysen;
- Kategorie B: hydrobiologische und mikrobiologische (bakteriologische und virologische) Analysen;
- Kategorie C: spezifische organische und toxikologische Analysen.

Ein Liste der Analysen, aus denen sich diese Kategorien zusammensetzen, wird in der Anlage IX angeführt.

Art. R.103 - In dem an die «DGRANE» gerichteten Zulassungsantrag werden angegeben:

- 1° der Name, die Rechtsstellung oder die Berufstätigkeit, sowie der Gesellschaftssitz oder der Wohnsitz der juristischen oder natürlichen Person(en), die das Laboratorium betreibt(en).
2. der Name, die Berufstätigkeit und die Funktion der Person, die die effektive Leitung des Laboratoriums übernimmt, sowie diejenigen ihrer Verwaltungsratsmitglieder, wenn es sich um eine juristische Person handelt.

Dem Zulassungsantrag werden die Unterlagen beigefügt, durch die nachgewiesen werden soll, dass folgende Bedingungen erfüllt sind:

- 1° der Antragsteller verfügt über die Räume, das Material sowie die Gerätschaften und die zur Durchführung der in dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Analysen erforderliche wissenschaftliche Dokumentation;
- 2° der Antragsteller verfügt über das der Art und dem Umfang der besagten Analysen entsprechende technische Personal.

Art. R.104 - Was die in Anwendung der Artikel D.146 und D.147 durchgeführten Analysen betrifft, ist jedes Laboratorium verpflichtet:

- 1° ein Analyseregister zu führen, in dem die durchgeführten Vorgänge sowie die erzielten Ergebnisse angegeben werden;
- 2° über die durchgeführten Analysen getrennt Buch zu führen;
- 3° dafür zu sorgen, dass die mit der Überwachung beauftragten Bediensteten Zugang zu den Laborräumen haben und alle Unterlagen einsehen können, die sich auf die Analysen beziehen, einschließlich der Buchführung;
- 4° die vom Minister festgelegten Richtlinien zu befolgen, was die Analysebedingungen und -methoden und die Abfassung der sich darauf beziehenden Analyseprotokolle betrifft.

Art. R.105 - Die Zulassung kann vollständig oder teilweise vom Minister entzogen oder ausgesetzt werden, wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind oder wenn die vom Inhaber der Zulassung geleisteten Dienste von der «DGRANE» als von offensichtlich unzureichender Qualität angesehen werden.

Der Inhaber der Zulassung wird vor jedem Entzugsbeschluss aufgefordert, seine Verteidigungsgründe gelten zu lassen.

Die Aussetzung oder der Entzug der Zulassung wird auf der Internet-Webseite der «DGRANE» veröffentlicht.

Abschnitt 3 — Analyseprotokolle

Art. R.106 - Das Laboratorium, dem eine Probe übergeben wurde, nimmt deren Analyse innerhalb der vom Minister oder von dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten geforderten Frist vor.

In dem Analyseprotokoll, dem der äußere Umschlag der Probe beigefügt wird, werden angegeben:

1° das Datum und die Uhrzeit des Eingangs der Probe;

2° die laufende Nummer der Probe;

3° die Feststellungen der Analyse bezüglich der Art, des Gewichts und des Zustands der entnommenen Substanz oder Flüssigkeit;

4° die Analysemethoden;

5° die erzielten Ergebnisse und deren Schlussfolgerungen;

6° das Datum des Abschlusses der Analysen und der Identifizierungsarbeiten.

Das Analyseprotokoll wird dem Bediensteten übermittelt, der die Probe entnommen hat.

Art. R.107 - Wenn in Anwendung der Artikel D.141 und D.146 infolge eines Analyseprotokolls ein Protokoll für einen Verstoß aufgenommen wird, wird dieses Protokoll von dem Bediensteten, der es aufgenommen hat, unter Befügung des dritten Exemplars der Probe und des Analyseprotokolls an die Kanzlei des zuständigen Gerichts gesandt.

Art. R.108 - Falls der Zuwiderhandelnde das Analyseprotokoll anfecht, kann eine Gegenanalyse vorgenommen werden, die von einem anderen zugelassenen Laboratorium auf Kosten des besagten Zuwiderhandelnden an dem ersten Exemplar durchgeführt wird.

KAPITEL IV — Modalitäten bezüglich des Vergleichs

Art. R.109 - Der Bedienstete füllt das gemäß dem Muster der Anlage X erstellte Formular in drei Exemplaren aus.

Wenn gleichzeitig mehrere Verstöße zu Lasten eines Zuwiderhandelnden festgestellt wurden, meldet der Bedienstete alle Verstöße in demselben Formular.

Art. R.110 - Im Falle eines in Artikel D.159, § 2 erwähnten Verstoßes, der anderen keinen unmittelbaren Schaden zugefügt hat, kann der feststellende Bedienstete dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vorschlagen, dessen Betrag folgendermaßen festgelegt wird:

1° Verbrennung von Haushaltsabfällen im Freien oder in Anlagen, die den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle nicht genügen, mit Ausnahme der Verbrennung von natürlichen, trockenen Abfällen aus Wäldern, Feldern und Gärten in Übereinstimmung mit dem Feldgesetzbuch und dem Forstgesetzbuch:

150 Euro;

2° Zurücklassen von Abfällen, so wie kraft des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle untersagt, einschließlich der Deponien, die den Wasserläufen Schaden zufügen:

- 50 Euro bei Nichtbeachtung des Etiketts, das auf einen Briefkasten aufgeklebt wird, um der Erzeugung von Abfällen von Reklamedrucksachen vorzubeugen;

- 50 Euro bei Zurücklassen von Hundkot;

- 50 Euro bei Zurücklassen von Zigarettenstummel, Getränkedosen oder Kaugummi;

- 150 Euro bei Zurücklassen einer Verpackung, eines Müllsacks, eines Altölkanisters, eines - wenn auch leeren - Behälters oder Fasses von 200 l, von inerten Abfällen, allein oder gemischt, die durch Umbauarbeiten entstanden sind, die von Laien durchgeführt wurden, von asbesthaltigen Abfällen;

3° Fehlen einer Umweltgenehmigung oder -erklärung oder die Nichteinhaltung der Betriebsbedingungen gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung:

- 500 Euro bei Fehlen einer Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

- 1.000 Euro bei Fehlen einer Umweltgenehmigung;

- 1.000 Euro bei Nichteinhaltung der Betriebsbedingungen;

4° Verstöße der dritten und vierten Kategorie gegen die in Artikel D.138, Absatz 1 erwähnten Gesetzgebungen:

- 50 Euro bei Verstößen der vierten Kategorie;

- 150 Euro bei Verstößen der dritten Kategorie;

5° Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd:

- 150 Euro bei Verstößen gegen Artikel 14 (Jagd, ohne einen Jagdschein oder eine Jagdlizenz bei sich zu tragen) des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

- 250 Euro bei Verstößen gegen Artikel *1quater*, *2bis*, 3, 4, 5, *5bis*, 7, 8, *9bis*, 10, 12, *12bis*, *12ter*, *12quater*, 14 (Jagd ohne Jagdschein oder Jagdlizenz) oder 20 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

- 500 Euro bei Verstößen gegen Artikel *2ter*, 4, 6 oder 14 (Jagd ohne Jagdschein oder Jagdlizenz) des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

6° Verstöße gegen das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei:

- 50 Euro.

Art. R.111 - Wenn der Urheber des Verstoßes keinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort in Belgien hat und den vorgeschlagenen Betrag nicht unverzüglich zahlt, entspricht der zu hinterlegende Betrag demjenigen, der in Artikel R.110 festgelegt wird, mit Hinzurechnung eines pauschalen Betrags von 150 Euro.

Art. R.112 - Die Zahlung per Überweisung oder auf elektronischem Weg betrifft die Personen, die einen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort in Belgien haben.

Wenn der Zuwiderhandelnde während der Feststellung des Verstoßes anwesend ist, kann ihm das Zahlungsformular sofort ausgehändigt werden.

Wenn der Zuwiderhandelnde abwesend ist, wird ihm ein Exemplar des Formulars, dessen Muster in der Anlage X angeführt wird, an seinen Wohnsitz gesandt.

Wenn der Zuwiderhandelnde den Vergleich annimmt, sendet er das ordnungsgemäß ausgefüllte Formular innerhalb einer Frist von fünf Tagen ab dessen Erhalt an den Bediensteten zurück.

Falls die Zahlung trotz der Annahme des Vergleichs nicht erfolgt, wird eine Mahnung entsandt. Ab dieser Mahnung laufen Verzugszinsen.

Art. R.113 - Alle Unterlagen bezüglich der Einziehung oder Hinterlegung eines Betrags werden in einem Register festgehalten und während drei Jahren in den Büroräumen der Verwaltung, unter deren Zuständigkeit der Bedienstete fällt, der diese Einziehung oder Hinterlegung vorgenommen hat, aufbewahrt.

KAPITEL V — Modalitäten bezüglich der administrativen Geldbußen

Art. R. 114 - Die regionalen sanktionierenden Beamten sind:

- der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt für die aufgrund der Artikel R.87, R.88, R.89, R.90, R.91 und R.93 festgestellten Verstöße, oder dessen Beauftragter, das heißt:

- der Generalinspektor oder die Direktoren innerhalb der Abteilung Polizei und Kontrollen oder die Bediensteten, die diese Funktionen ausüben, oder der speziell vom Generaldirektor zur Wahrnehmung der Aufgabe des sanktionierenden Beamten beauftragte Bedienstete im Falle eines aufgrund der Artikel R.87 und R.93 festgestellten Verstoßes;

- der Generalinspektor der Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe oder der Direktor der Direktion der nicht schiffbaren Wasserläufe oder die Bediensteten, die diese Funktionen ausüben, oder der speziell vom Generaldirektor zur Wahrnehmung der Aufgabe des sanktionierenden Beamten beauftragte Bedienstete im Falle eines aufgrund des Artikels R.88 festgestellten Verstoßes;

- der Generalinspektor oder die Direktoren der Abteilung Natur und Forstwesen oder die Bediensteten, die diese Funktionen ausüben, oder der speziell vom Generaldirektor zur Wahrnehmung der Aufgabe des sanktionierenden Beamten beauftragte Bedienstete, für die Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd, das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei und im Falle eines aufgrund des Artikels R.89 oder des Artikels R.90 festgestellten Verstoßes;

- der Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser oder die Direktoren der Oberflächengewässer und der Untergewässer der Abteilung Umwelt und Wasser oder der speziell zur Wahrnehmung der Aufgabe des sanktionierenden Beamten beauftragte Bedienstete im Falle eines aufgrund des Artikels R.91 festgestellten Verstoßes;

- der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude für die auf dem regionalen öffentlichen Straßennetz aufgrund des Artikels R.92 festgestellten Verstöße, oder dessen Beauftragter, das heißt der Generalinspektor der Abteilung Verkehrsstrategie und der Direktor der Direktion der Koordination der Straßenbezirke oder die Bediensteten, die diese Funktionen ausüben, oder der speziell vom Generaldirektor zur Wahrnehmung der Aufgabe des sanktionierenden Beamten beauftragte Bedienstete;

- der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege für die auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen aufgrund des Artikels R.92 festgestellten Verstöße, oder dessen Beauftragter, das heißt der Generalinspektor der Abteilung Mobilitätsstrategie und der Direktor der Direktion der Reglementierung und der Rechte der Benutzer oder die Bediensteten, die diese Funktionen ausüben, oder der speziell vom Generaldirektor zur Wahrnehmung der Aufgabe des sanktionierenden Beamten beauftragte Bedienstete.

Art. R. 115 - Die administrative Geldbuße steht im Verhältnis zur Schwere des Sachverhalts im Rahmen des Artikels D.160, § 2.

Zur Festlegung des Betrags der administrativen Geldbuße werden ebenfalls die Kosten der verschiedenen Verwaltungsgänge, die Anzahl und Eigenschaft der Verstöße gegen das vorliegende Dekret, die eventuelle Versiegelung, die Dauer und Anzahl der Beschwerden, die Risiken und Belästigungen für die Umwelt berücksichtigt.

Das Zusammentreffen mehrerer Verstöße kann Anlass zu einer einzigen administrativen Geldbuße geben, die im Verhältnis zur Schwere der gesamten Sachverhalte festgelegt wird.

In dem Beschluss, die administrative Geldbuße aufzuerlegen, werden die Besonderheit der Akte, die Entwicklung der Situation des Verstoßes ab dem Zeitpunkt, an dem der Verstoß festgestellt wurde bis zu demjenigen, an dem die administrative Geldbuße auferlegt wurde, berücksichtigt.

KAPITEL VI — Fonds für den Umweltschutz, Abteilung kleinere Umweltsünden

Art. R. 116 - Das Funktionieren des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung kleinere Umweltsünden, wird durch die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt gewährleistet.»

KAPITEL II — *Übergangs-, Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 2 - Die gemäß den in den Artikeln 9 bis 11 erwähnten Erlassen gewährten Zulassungen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits bestehen, bleiben weiterhin unter Einhaltung der Bedingungen, unter denen sie gewährt wurden, wirksam.

Art. 3 - Beim vollständigen Inkrafttreten des Artikels 3 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch werden die Wörter «Forstbeamten höheren Dienstes und Forstbediensteten» in den durch den vorliegenden Erlass hinzugefügten Artikeln R.89 und R.90 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch die Wörter «Bediensteten im Sinne des Artikels 3, 1° des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch» ersetzt.

Art. 4 - Es wird davon ausgegangen, dass die vom Gemeinderat gemäß Artikel D.140, § 3 bezeichneten Bediensteten, die über die in Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 5. Dezember 2004 zur Festlegung der Mindestbedingungen, die Gemeindebedienstete im Sinne von Artikel 119bis, § 6, Absatz 2, 1° des neuen Gemeindegesetzes erfüllen müssen, vorgesehene Legitimationskarte verfügen, die Bedingungen bezüglich der Ausbildung zur Feststellung der Verstöße gegen die in Artikel R.87, 2°, 3° und 6° erwähnten Gesetzgebungen, sowie gegen deren Durchführungserlasse bis zum 1. Januar 2011 erfüllen.

Ab diesem Datum müssen sie die in Artikel R.91 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Ausbildung abgeschlossen haben, um diese Verstöße feststellen zu dürfen.

Art. 5 - Die Wörter «den Erlass bzw. des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind» werden in:

- Artikel 590, § 8 der allgemeinen Arbeitsschutzordnung;

- Artikel 2, 15° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen;

- Artikel 1, 2° des Erlasses vom 4. Juli 2002 der Wallonischen Regierung über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

- Artikel 1, 25° des Erlasses vom 12. Juli 2007 der Wallonischen Regierung zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoridiertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme durch die Wörter «den Teil bzw. des Teils VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches» ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, werden die Wörter «Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind» durch die Wörter «Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches» ersetzt.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, wird außer Kraft gesetzt.

Die gemäß dieses Erlasses durchgeführten Handlungen und Feststellungen bleiben gültig.

Art. 8 - Die Artikel 1 bis 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung der Artikel 59, 60, 61 und 65 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur werden außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - Die Artikel 90 bis 95 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle wird außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers und des aufbereitbaren Wassers gegen Verschmutzung beauftragt sind, wird außer Kraft gesetzt.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Das Dekret vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich tritt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 13 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage VIII

Muster des in Artikel R.92 erwähnten Probenahmeprotokolls

PROTOKOLL

Im Jahre zweitausend, am des Monats
um Uhr, habe ich Unterzeichneter
..... (Funktion)
mich (vollständige Anschrift) begeben.

Probeentnahme:

1° Ich habe um Uhr Proben entnommen
mit den Nummern Verpackung Volumen (Beschreibung,
eventuelle Skizze).

2° Ich habe die anderen nachstehenden Arbeiten vorgenommen (Messungen nach Plan, Zufügung von Reagenzien....)

3° Die Behälter wurden geschlossen, gekennzeichnet, dem Betreiber oder dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes zur Paraphierung vorgelegt und versiegelt.

4° Eventuelle Bemerkungen

5° Ich habe das vorliegende Protokoll nach bestem Wissen und Gewissen aufgenommen, der Betreiber oder mutmaßliche Urheber des Verstoßes hat die entnommenen Proben (nicht) paraphiert.

Unterschrift des Bediensteten

6° Ich habe eine Probe Herrn/Frau übergeben.

ODER

Ich habe die Proben am um Uhr
dem Laboratorium (Bezeichnung und Anschrift) zugesandt.

7° Ich habe Herrn/Frau nach der Probenahme davon in Kenntnis gesetzt, dass der Teil der
Proben, der für eine eventuelle Gegenanalyse bestimmt ist, vom
..... bis zum
zwischenUhr und Uhr an folgender Anschrift zur Verfügung steht:

Unterschrift des Bediensteten

Gesehen, um dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage IX

Zulassungskategorien**Kategorie A: physikalisch-chemische Analysen**

Temperatur

pH

Leitfähigkeit

Schwebstoffe 105 °C

Sinkstoffe

Trübung

Trockenstoffe

Trockenrückstand

Körnung

Sauerstoff

Chloride

Sulfate

Fluoride

Cyanide

Nitrate

Nitrite

Ammoniumstickstoff

Kjedahl-Stickstoff

Orthophosphate

Gesamthosphor

Gesamthärte

Alkalinität (TAM-TAP)

CO₂

Sulfide

Silizium Si

Calcium Ca

Magnesium Mg

Natrium Na

Kalium K

Aluminium Al

Eisen Fe

Mangan Mn

Kupfer Cu

Zink Zn

Kobalt Co

Barium Ba

Arsen As

Cadmium Cd

Chrom Cr

Quecksilber Hg

Nickel Ni

Blei Pb

Silber Ag

Dazu gehören ebenfalls:

Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB)
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)
Gesamter organischer Kohlenstoff (TOC)
Gelöster organischer Kohlenstoff DOC
Kaliumpermanganat-Verbrauch
Phenolindex
Anion-Tensid MBAS

Mit Petrolether extrahierbare Stoffe

Kategorie B: hydrobiologische und mikrobiologische Analysen

Chlorophyll
Biotischer Index durch Makroinvertebrate
Toxichromo-Test
Toxizitätstest mit Brachydanio 96 h
Toxizitätstest mit Daphnien 48 h
Wärmeempfindliche Keime:
Untersuchung auf Fäkalcoliforme
Untersuchung auf Streptokokken
Auszählung der Keime auf spezifischem Medium
Untersuchung auf Staphylokokken
Untersuchung und Identifizierung anderer pathogener Keime

Kategorie C: spezifische organische und toxikologische Analysen

Organische Halogenverbindungen AOX
Extrahierbare organische Halogenverbindungen EOX
Flüchtige organische Halogenverbindungen VOX
Apolare Kohlenwasserstoffe (IR-CCl₄)
Apolare Kohlenwasserstoffe auf zusätzlicher Probenahme
Organochlor-Pestizide
Oberflächenwasser
Leitungswasser
PCB (Polychlorbiphenyle)
Oberflächenwasser
Leitungswasser
PAK
Polycyclische aromatische Kohlenwasserstoffe
Oberflächenwasser
Leitungswasser
THM im Leitungswasser
Flüchtige Halogenkohlenwasserstoffe
Monocyclische aromatische Kohlenwasserstoffe
Flüchtige Kohlenwasserstoffe
Sonstige Feststellungen durch CG oder HPLC (vorherige Zustimmung)
Identifizierung der Fraktionen
Massenspektrometrie

Gesehen, um dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage X

Muster des Formulars für den Vergleich

Name und Anschrift des Dienstes, der das Protokoll aufnimmt	Nr. des Protokollhefts des Formulars	Nr.
---	--------------------------------------	-----

VERGLEICH

Ort Datum Urzeit

ZUWIDERHANDELNDER

Name, Vorname:	Geburtsdatum:
Straße, Nr.:	Postleitzahl:
Gemeinde:	Land:
Staatsangehörigkeit:	

ART DER VERSTOSSES

Regelungsbestimmung	Beschreibung des Verstoßes
Nr. des Protokolls:	

ZU ZAHLENDER BETRAG

Zu zahlender Betrag:	
<input type="checkbox"/> Zahlung in bar	
<input type="checkbox"/> Überweisung	
Name des Beamten:	Unterschrift:

Gesehen, um dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 275

[C — 2009/27017]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot invoeging van een deel VIII in het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu, inzonderheid op de artikelen D.140, D.146, D.147, D.159 en D.160;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 oktober 2008;

Gelet op het advies nr 45.027/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 27 augustus 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de opsporing, vaststelling, vervolging en beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu

Artikel 1. Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een deel VIII, luidend als volgt :

« DEEL VIII. — OPSPORING, VASTSTELLING, VERVOLGING EN BETEUGELING VAN DE OVERTREDINGEN EN HERSTELMAATREGELLEN

HOOFDSTUK I. — Personeelsleden

Art. R.87. De personeelsleden van het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGRANE) » (Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) die onder het « Département de la police et des contrôles » (Departement politie en controles) ressorteren, worden belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de bepalingen van :

1° de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

2° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

3° de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

4° het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen;

5° het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

6° het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

7° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

8° het Milieuwetboek, met inbegrip van dit Boek en van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

9° het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten met gangbare en biologische teelten;

10° de besluiten tot uitvoering van de wetten en decreten bedoeld in 1° tot 9°, voor zover de materies waarop ze betrekking hebben onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen.

Art. R.88. De personeelsleden van het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » die onder het « Département de la Ruralité et des Cours d'Eau » (Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen) ressorteren, worden belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen.

Art. R.89. De bosbeambten en -aangestelden, alsook de personeelsleden van de « Direction de l'Anti-braconnage et de la Répression des pollutions (Directie Stroprijbestrijding en Verontreinigingsbestrafing) van het « Département de la police et des contrôles », worden belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Art. R.90. De bosbeambten en -aangestelden worden belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen :

- van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

- van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

- van artikel 7, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, in gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn in de zin van artikel 25, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

- van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

- het Milieuwetboek, met inbegrip van dit Boek en van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

- van de besluiten tot uitvoering van die wetten en decreten.

Art. R.91. De personeelsleden van het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » die onder het « Département de l'Environnement et de l'Eau » (Departement Leefmilieu en Water) ressorteren zijn bevoegd voor het opsporen en vaststellen van de overtredingen van de bepalingen bedoeld in artikel R.87, 2° en 8°, alsmede van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Art. R.92. De personeelsleden van het « Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments » (Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen), aangewezen ter uitvoering van het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt, en van het « Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques (Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen), aangewezen ter uitvoering van het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein van de waterwegen en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt, zijn bevoegd om overtredingen van artikel 7 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten op het gewestelijk domein vast te stellen.

Art. R.93. De personeelsleden van het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » die onder het « Département du Sol et des Déchets » (Departement Grond en Afval) ressorteren, zijn bevoegd voor de vaststelling van overtredingen van artikel 8bis van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK II. — *Opleiding van de personeelsleden bedoeld in artikel D.140, §§ 2 en 3*

Art. R.94. Inhoud van de opleiding.

De « DGARNE » organiseert en geeft een opleiding van minimum dertig uren, met minstens de volgende inhoud :

- de algemene beginselen van het strafrecht;
- de gerechtelijke organisatie;
- de vaststelling van overtredingen en het opmaken van processen-verbaal;
- de milieuwetgeving;
- het beheer van conflicten.

De « DGARNE » kan zijn programma met bijkomende cursussen aanvullen.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten betreffende de monsterneming, de uitvoering van de analyses en de regels voor de erkenning van de laboratoria*

Afdeling 1. — Monsterneming

Art. R.95. Bij elke monsterneming wordt proces-verbaal opgemaakt naar het model opgenomen in bijlage VIII.

Art. R.96. De personeelsleden mogen van de personen tegen wie de resultaten van de metingen weerhouden kunnen worden de nodige technische middelen vorderen om de metingen uit te voeren of om de monsters te nemen.

De vordering kan betrekking hebben op de technische middelen die nodig zijn voor de monsterneming, alsook voor het vervoer en de bewaring van de monsters.

Art. R.97. Het soort en de hoeveelheid monsters worden bepaald door de behoeften van de handelingen die in het laboratorium uitgevoerd moeten worden.

De monsters worden in minstens twee exemplaren genomen.

De monsters worden, al naar gelang van het geval, in vaten, zakken of omhulsels verzameld. Ze worden geëtiketteerd, gewikkeld en gezegeld door het toezichthoudend personeelslid dat de monsters heeft genomen, zodat elke vervanging, onttrekking of toevoeging hoe dan ook voorkomen wordt.

Art. R.98. Op het etiket van elk monster komen de volgende gegevens voor :

- 1° een volgordenummer;
- 2° de plaats, de datum en het uur van de monsterneming;
- 3° de naam en de handtekening van het toezichthoudend personeelslid dat de monsterneming heeft uitgevoerd;
- 4° de aard van de bemonsterde stoffen.

Art. R.99. Het personeelslid dat de monsters genomen heeft, verzoekt de exploitant of de vermoedelijke overtreder erom om het even welk teken aan te brengen op het etiket van de exemplaren van het monster.

Art. R.100. Het personeelslid dat de monsters genomen heeft, bezorgt een exemplaar van het monster aan de personen tegen wie de resultaten van de metingen weerhouden kunnen worden. Indien de exploitant of de vermoedelijke overtreder afwezig of ongekend is, houdt het personeelslid dat de monsters genomen heeft één exemplaar te zijner beschikking. Het ander exemplaar wordt bewaard door het personeelslid dat de monsters genomen heeft.

Afdeling 2. — Erkenning van de laboratoria

Art. R.101. De laboratoria belast met de analyse van de monsters worden door de Minister erkend. Elke beslissing tot erkenning wordt op de internetsite van het « DGRANE » bekendgemaakt.

Art. R.102. Inzake water zijn er drie erkenningscategorieën :

- categorie A : fysisch-chemische analyses;
- categorie B : hydrobiologische en microbiologische (bacteriologische en virologische) analyses;
- categorie C : specifieke organieke en toxicologische analyses.

Bijlage IX bevat een lijst van de analyses die in die categorieën ingedeeld zijn.

Art. R.103. De aan het « DGRARNE » gerichte erkenningsaanvraag bevat :

1° de naam, de statuten of het beroep, alsook de maatschappelijke zetel of de woonplaats van de natuurlijke of rechtsperso(n)n(en) die het laboratorium uitba(a)t(en);

2° de naam, het beroep en de functie van de persoon die de effectieve directie van het laboratorium waarneemt, alsook van zijn bestuurders indien het om een rechtspersoon gaat.

De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de stukken waaruit moet blijken dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de aanvrager beschikt over de lokalen, het materieel, alsook de apparatuur en de documentatie die nodig zijn voor de uitvoering van de analyses bedoeld in dit hoofdstuk;

2° de aanvrager beschikt over technisch personeel dat geschikt is voor de aard en het belang van genoemde analyses.

Art. R.104. Wat betreft de analyses uitgevoerd overeenkomstig de artikelen D.146 en D.147, is elk erkend laboratorium verplicht :

1° een register van de analyses bij te houden, waarin melding wordt gemaakt van de verrichte handelingen en van de verkregen resultaten;

2° gescheiden boeken betreffende de verrichte analyses te houden;

3° de toezichhoudende personeelsleden toegang te verlenen tot de lokalen van het laboratorium en hen inzage te geven in alle documenten i.v.m. de analyses, met inbegrip van de boekhouding;

4° de door de Minister vastgelegde richtlijnen te volgen, wat betreft de analysevoorwaarden en -methodes en het opstellen van analyseprotocollen die daarop betrekking hebben.

Art. R.105. De erkenning kan door de Minister geheel of gedeeltelijk ingetrokken of opgeschort worden indien de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn of indien het « DGRARNE » oordeelt dat de kwaliteit van de prestaties van de houder van de erkenning ruim onvoldoende is.

Vóór elke beslissing tot intrekking wordt de houder van de erkenning erom verzocht zijn verweermiddelen te laten gelden.

De opschorting of de intrekking van de erkenning wordt op de internetsite van het « DGRARNE » bekendgemaakt.

Afdeling 3. — Analyseprotocollen

Art. R.106. Het laboratorium waaraan een monster is afgegeven, voert de analyse uit binnen de termijn voorgeschreven door de Minister of door het toezichhoudend personeelslid.

Het analyseprotocol, dat vergezeld gaat van het buitenomhulsel van het monster, vermeldt :

1° de datum en het uur van ontvangst van het monster;

2° het volgordenummer;

3° de vaststellingen na analyse betreffende de aard, het gewicht en de staat van de bemonsterde stof of vloeistof;

4° de analysemethodes;

5° de verkregen resultaten en de conclusies;

6° de einddatum van de analyses en identificatiewerken.

Het analyseprotocol wordt overgemaakt aan het personeelslid dat de monsters heeft genomen.

Art. R.107. Indien overeenkomstig de artikelen D.141 en D.146 proces-verbaal van overtreding ingevolge een analyseprotocol wordt opgemaakt, wordt dat proces-verbaal door het personeelslid dat het heeft opgesteld naar de griffie van de bevoegde rechtbank gestuurd, samen met het derde monsterexemplaar en het analyseprotocol.

Art. R.108. Indien de overtreder het analyseprotocol aanvecht, kan een ander erkend laboratorium op kosten van de overtreder een tegenanalyse op het eerste monsterexemplaar uitvoeren.

HOOFDSTUK IV. — Modaliteiten betreffende de transactie

Art. R.109. Het formulier opgemaakt naar het model dat in bijlage X opgenomen is wordt door het personeelslid in drie exemplaren ingevuld.

Wanneer verschillende overtredingen tegelijkertijd ten laste van dezelfde overtreder zijn vastgesteld, noteert het personeelslid alle overtredingen op hetzelfde formulier.

Art. R.110. In geval van overtreding bedoeld in artikel D.159, § 2, die andermans niet rechtsreeks schade heeft berokkent, kan het vaststellend personeelslid de overtreder een transactie voorstellen waarvan het bedrag berekend wordt als volgt :

1° de verbranding van huisafval in de openlucht of in installaties die niet voldoen aan de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verbranding van droge natuurlijke afval afkomstig van bossen, velden en tuinen, zoals geregeld bij het Veldwetboek en het Boswetboek :

150 euro;

2° het achterlaten van afval, zoals verboden krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van gestorte afval die de waterlopen schade toebrengt :

- 50 euro bij niet-inachtneming van de zelfklever aangeplakt op een brievenbus om productie van afval van reclamepapier te voorkomen;

- 50 euro bij het achterlaten van hondenpoep;

- 50 euro bij het achterlaten van een peuk, een blikje of kauwgom;

- 150 euro bij het achterlaten van verpakkingsmateriaal, een vuilniszak, een vat afgewerkte olie, een recipiënt of een - zelfs leeg - vat van 200 l inerte afval, afzonderlijk of gemengd, voortgebracht door verbouwingswerken uitgevoerd door mensen die geen beroepslied zijn, asbesthoudende afval;

3° het gebrek aan milieuvergunning of aan aangifte of de niet naleving van de exploitatievoorwaarden overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

- 500 euro bij gebrek aan aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 1.000 euro bij gebrek aan milieuvergunning;
- 1.000 euro indien de exploitatievoorwaarden niet vervuld zijn;

4° de overtredingen van derde en vierde categorie van de wetgevingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid;

- 50 euro in geval van overtreding van vierde categorie;
- 150 euro in geval van overtreding van derde categorie;

5° de overtredingen van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;

- 150 euro in geval van overtreding van artikel 14 (jacht zonder vergunning of verlof) van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;
- 250 euro in geval van overtreding van artikel 1^{quater}, 2^{bis}, 3, 4, 5, 5^{bis}, 7, 8, 9^{bis}, 10, 12, 12^{bis}, 12^{ter}, 12^{quater}, 14, (jacht zonder vergunning of verlof) of 20 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;
- 500 euro in geval van overtreding van artikel 2^{ter}, 4, 6 of 14, (jacht zonder vergunning of verlof) van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;

6° de overtredingen van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij :

- 50 euro.

Art. R.111. Indien de overtreder geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft en de voorgestelde som niet onmiddellijk betaalt, is de te consigneren som gelijk aan degene die vastligt in artikel R.110, verhoogd met een forfaitair bedrag van 150 euro.

Art. R.112. Personen met een vaste woon- of verblijfplaats in België mogen d.m.v. een overschrijvingsformulier of langs de elektronische weg betalen.

Indien de overtreder bij de vaststelling van de overtreding aanwezig is, kan het betalingsformulier hem overhandigd worden.

Indien de overtreder afwezig is, wordt een exemplaar van het formulier waarvan het model in bijlage X opgenomen is naar zijn woonplaats gestuurd.

Indien de overtreder de transactie aanvaardt, stuurt hij het behoorlijk ingevulde formulier naar het personeelslid terughet binnen een termijn van vijf dagen, met ingang van de datum van ontvangst ervan.

Bij niet-betaling ondanks de aanvaarding van de transactie wordt een rappelbrief toegestuurd. Dat rappel laat de verwijlinteressen lopen.

Art. R.113. Alle documenten betreffende de inning of de consignatie van een som worden in een register geconsigneerd en gedurende drie jaar bewaard in de kantoren van de administratie waaronder het personeelslid dat de inning of de consignatie heeft verricht ressorteert.

HOOFDSTUK V. — *Modaliteiten betreffende de administratieve boetes*

Art. R. 114. De gewestelijke sanctionerende ambtenaren zijn :

- de directeur-generaal van het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » voor de overtredingen vastgesteld krachtens de artikelen R.87, R.88, R.89, R.90, R.91 en R.93, of zijn afgevaardigde, namelijk :

- de inspecteur-generaal of de directeurs binnen het « Département de la police et des contrôles » of de personeelsleden die die functies uitoefenen, of het personeelslid dat speciaal afgevaardigd is door de directeur-generaal om de opdracht van sanctionerend ambtenaar te vervullen, in geval van overtreding vastgesteld krachtens de artikelen R.87 en R.93;

- de inspecteur-generaal van het « Département de la Ruralité et des Cours d'Eau » of de directeur van de « Direction des Cours d'Eau non navigables » of de personeelsleden die die functies uitoefenen, of het personeelslid dat speciaal afgevaardigd is door de directeur-generaal om de opdracht van sanctionerend ambtenaar te vervullen, in geval van overtreding vastgesteld krachtens artikel R.88;

- de inspecteur-generaal of de directeurs van het « Département de la Nature et des Forêts » of de personeelsleden die die functies uitoefenen, of het personeelslid dat speciaal afgevaardigd is door de directeur-generaal om de opdracht van sanctionerend ambtenaar te vervullen, in geval van overtreding vastgesteld krachtens artikel R.89 of artikel R.90;

- de inspecteur-generaal van het « Département de l'Environnement et de l'Eau » of de directeurs van de « Eaux de surface et des Eaux souterraines (Oppervlakte- en Grondwateren) van het « Département de l'Environnement et de l'Eau » of het personeelslid dat speciaal afgevaardigd is om de opdracht van sanctionerend ambtenaar te vervullen, in geval van overtreding vastgesteld krachtens artikel R.91;

- de directeur-generaal van het « Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments » voor de overtredingen die krachtens artikel R.92 vastgesteld worden op het gewestelijk openbaar wegendomein, of zijn afgevaardigde, namelijk de inspecteur-generaal van het « Département de la Stratégie routière » (Departement Wegenstrategie) en de directeur van de « Direction de la Coordination des Districts routiers » (Directie Coördinatie Wegendistricten) of de personeelsleden die die functies uitoefenen, of het personeelslid dat speciaal afgevaardigd is door de directeur-generaal om de opdracht van sanctionerend ambtenaar te vervullen;

- de directeur-generaal van het « Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques » voor de overtredingen die krachtens artikel R.92 vastgesteld worden op het gewestelijk openbaar waterwegendomein, of zijn afgevaardigde, namelijk de inspecteur-generaal van het « Département de la Stratégie de la Mobilité » (Departement Mobiliteitsstrategie) en de directeur van de « Direction de la Réglementation et des Droits des Usagers » (Directie Regelgeving en Rechten van de Gebruikers) of de personeelsleden die die functies uitoefenen, of het personeelslid dat speciaal afgevaardigd is door de directeur-generaal om de opdracht van sanctionerend ambtenaar te vervullen.

Art. R. 115. De administratieve boete is evenredig met de ernst van de feiten, binnen de perken van artikel D.160, § 2.

Het bedrag van de administratieve boete houdt ook rekening met de kostprijs van de verschillende administratieve stappen, met het aantal overtredingen van dit decreet en met de kwaliteit ervan, met een eventuele verzegeling, met de duur en het aantal klachten, met de milieurisico's en -hinder.

De samenloop van verschillende overtredingen kan aanleiding geven tot een eenmalige administratieve boete die evenredig is met de ernst van het geheel van de feiten.

Bij de beslissing om de administratieve boete op te leggen wordt rekening gehouden met de specificiteit van het dossier, met de evolutie van de overtredingssituatie vanaf het tijdstip waarop de overtreding is vastgesteld tot het tijdstip waarop de administratieve boete opgelegd wordt.

HOOFDSTUK VI. — « *Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales* »
(*Milieubeschermingsfonds, afdeling milieuwangedrag*)

Art. R. 116. De werking van het « Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales » wordt waargenomen door het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 2. De erkenningen verleend overeenkomstig de besluiten bedoeld in de artikelen 9 tot 11 en die bestaan op de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijven van kracht met inachtneming van de voorwaarden waaronder ze zijn toegekend.

Art. 3. Bij de volledige inwerkingtreding van artikel 3 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek worden de woorden « bosbeambten en -aangestelden » in de artikelen R.89 en R.90 van Boek I van het Milieuwetboek, toegevoegd bij dit besluit, vervangen door het woord « personeelsleden » in de zin van artikel 3, 1°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek ».

Art. 4. De personeelsleden aangewezen door de gemeenteraad overeenkomstig artikel D.140, § 3, die beschikken over de legitimatiekaart bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 5 december 2004 houdende vaststelling van de minimumvoorwaarden waaraan de gemeenteambtenaren moeten voldoen, zoals bepaald in artikel 119bis, § 6, tweede lid, 1°, van de nieuwe gemeentewet worden geacht aan de opleidingsvoorwaarden te voldoen om de overtredingen van de wetgeving bedoeld in artikel R.87, 2°, 3° en 6°, alsook van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten tot 1 januari 2011 te mogen vaststellen.

Vanaf die datum moeten ze de opleiding waarin artikel R.91 van Boek I van het Milieuwetboek voorziet hebben gevolgd om die overtredingen te mogen vaststellen.

Art. 5. De woorden « het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de personeelsleden die bevoegd zijn voor de opsporing en de vaststelling van overtredingen inzake de milieubescherming » worden vervangen door de woorden « deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek » in :

- artikel 590, § 8, van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming;
- artikel 2, 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de sectorale voorwaarden inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde of pathogene organismen;
- artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- article 1, 25°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

Art. 6. De woorden « artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de personeelsleden die bevoegd zijn voor de opsporing en de vaststelling van overtredingen inzake de milieubescherming » worden vervangen door de woorden « deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek » in artikel 1, 12°, van het besluit van de de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken verwijderd worden.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de personeelsleden die bevoegd zijn voor de opsporing en de vaststelling van overtredingen inzake de milieubescherming wordt opgeheven.

De overeenkomstig dat besluit verrichte handelingen en vaststellingen blijven geldig.

Art. 8. De artikelen 1 tot 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van de artikelen 59, 60, 61 en 65 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden opgeheven.

Art. 9. De artikelen 90 tot 95 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden opgeheven.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afvalstoffen wordt opgeheven.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses inzake de bescherming van het oppervlaktewater en van tot drinkwater verwerkbaar water tegen verontreiniging wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 13. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage VIII

Model van proces-verbaal inzake monsterneming bedoeld in artikel R.92.

PROCES-VERBAAL

In het jaar tweeduizend, de van de maand
om uur, heb ik (ondergetekende)
..... (ambt)
me begeven naar (volledig adres)

Monsterneming :

1° Ik heb om uur monsters genomen,
genummerd verpakking volume (omschrijving,
eventuele schets).

2° Ik heb de volgende andere handelingen verricht (planmetingen, toevoeging van reactiva...)
.....

3° De recipiënten werden afgesloten, geëtiketteerd, overgemaakt om getekend te worden door de exploitant of de vermoedelijke overtreder en verzegeld.

4° Eventuele opmerkingen

5° Ten blijke waarvan ik dit proces-verbaal heb opgemaakt om te laten gelden dat de exploitant of de vermoedelijke overtreder van rechtswege de genomen monsters heeft/niet heeft getekend.

Handtekening van het personeelslid

6° Ik heb een monster overgemaakt aan de M./Mevr.

OF

Ik heb de monsters op om uur gestuurd of overhandigd aan het laboratorium (benaming en adres)

7° Ik heb M./Mevr.

na de monsterneming laten weten dat de partij monsters die voor een eventuele tegenanalyse bestemd is ter beschikking gesteld wordt van

..... tot

tussen uur en uur op volgend adres

Handtekening van het personeelslid

Gezien om te worden gevoegd bij het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage IX

Erkenningscategorieën**Categorie A fysisch-chemische analyses**

Temperatuur

pH

Geleidbaarheid

Zwevende stoffen 105 °C

Bezinkbare stoffen

Troebelheid

Droge stoffen

Droog overblijfsel

Granulometrie

Zuurstof

Chloriden

Sulfaten

Fluoriden

Cyanides

Nitraten

Nitrieten

Ammonium-stikstof

N-Kjeldahl

Orthofosfaten

Fosfoor totaal

Totale hardheid

Alkaliniteit (TAM-TAP)

CO₂

Sulfiden

Silicium Si

Calcium Ca

Magnesium Mg

Natrium Na

Kalium K

Aluminium Al

IJzer Fe

Mangaan Mn

Koper Cu

Zink Zn

Kobalt Co

Barium Ba

Arseen As

Cadmium Cd

Chroom Cr

Kwik Hg

Nikkel Ni

Lood Pb

Zilver Ag

In deze categorie zijn ook ingedeeld :

Biochemische vraag zuurstof BOD

Biochemische vraag zuurstof COD

Totaal organische koolstof TOC

Opgeloste organische koolstof D'OC

Oxydeerbaarheid KMnO_4

Fenolindex

Anionactieve wasmiddelen MBAS

Met petroleumether extraheerbare stoffen

Categorie B : hydrobiologische en microbiologische analyses

Chlorofyl

Biotische index per macro-invertebrata

Toxichromo-test

Toxiciteitstest per *Brachydanio* 96 u.

Toxiciteitstest per *Daphnia*'s 48 u.

Warmtegevoelige kiemen :

- opsporing van de fecale coliformen

- opsporing van de streptocokken

- telling van de kiemen op specifiek milieu

Opsporing van de staphylocokken

Opsporing en identificatie van andere pathogene kiemen

Catégorie C : specifieke organieke en toxicologische analyses

Organohalogene verbindingen AOX

Extraheerbare organohalogene verbindingen EOX

Vluchtige organohalogene verbindingen VOX

Apolaire koolwaterstoffen (IR-CC14)

Apolaire koolwaterstoffen op bijkomend monster

Organochloreerde pesticiden

- oppervlaktewater

- distributiewater

PCB (Polychloreerde bifenylen)

- oppervlaktewater

- distributiewater

PAK

polycyclische aromatische koolwaterstoffen

- oppervlaktewater

- distributiewater

THM in het distributiewater

Vluchtige halogene koolwaterstoffen

Monocyclische aromatische koolwaterstoffen

Vluchtige koolwaterstoffen

Andere bepalingen door CG of HPLC (voorafgaande toestemming)

Identificatie van de deeltjes

Massaspectrometrie

Gezien om te worden gevoegd bij het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage X

Model van het transactieformulier

Naam en adres van de vaststellende dienst	Nr. Boekje	Nr. Formule
---	------------	-------------

TRANSACTION

Plaats Datum Uur

OVERTREDER

NAAM, Voornaam :	Geboortedatum :
Straat, Nr. :	Postcode :
Gemeente :	Land :
Nationaliteit :	

AARD VAN DE OVERTREDING

Regelgeving	Omschrijving van de overtreding
Nr. van het proces-verbaal :	

TE BETALEN SOM

Te betalen som :
<input type="checkbox"/> Betaling in contanten
<input type="checkbox"/> Overschrijving

Naam van het personeelslid :	Handtekening :
------------------------------------	----------------------

Gezien om te worden gevoegd bij het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN